

dans l'histoire parlementaire, il doit prendre une initiative que tous les Canadiens puissent voir et apprécier.

Cela ne nous étonne pas qu'ils aient été en faute—qu'ils présentent une telle mesure. Cela nous surprend, cependant, qu'ils puissent, pour la première fois, laisser entendre qu'une mesure présentée par le gouvernement actuel pourrait ne pas être une panacée. C'est du nouveau qu'un ministre admette que le gouvernement ne dispose peut-être pas de toutes les solutions. Le peuple canadien a l'œil sur ses dirigeants et peut les voir à l'œuvre, comprendre qu'ils tâtonnent et ne savent quoi faire. Pour la première fois, le gouvernement est acculé à agir dans l'intérêt du peuple. Il a eu d'amples occasions de faire preuve de sa préoccupation à l'égard de l'industrie nationale. Pendant de longs mois, les pays du Marché commun européen ont mené des négociations. C'est un marché de haute importance pour le Canada, mais qu'avons-nous fait? Nous étions aux aguets dans les recoins et les vestibules, espérant découvrir ce qui se passait. Nous ne faisons pas partie du groupe. Rien ne garantit la conservation de nos échanges. On nous demande d'envisager que peut-être—peut-être bien—nous conserverons le statu quo sur le marché pour certaines de nos denrées, mais cela n'est pas garanti. L'Australie et la Nouvelle-Zélande étaient dans le secret des dieux; elles virent quelles étaient leurs perspectives commerciales et agirent en conséquence. Elles obtinrent des concessions de la Communauté économique européenne. Nous avons demandé au gouvernement quelles concessions nous obtiendrions, mais nous n'avons pas reçu de réponses, car il n'y en a pas.

Il y a ensuite le dollar flottant et ses terribles répercussions sur certaines industries canadiennes. La seule solution qu'on nous offre, c'est quand le secrétaire parlementaire déclare: «Il ne nuit pas à toutes les industries—certaines d'entre elles qui pensaient être touchées s'en sont tirées indemnes».

Maintenant, il y a la surtaxe. Monsieur l'Orateur, toute ma vie j'ai vécu à 40 milles de la frontière des États-Unis. Tout comme mes voisins et amis, j'ai peut-être fait davantage d'affaires avec des Américains qu'avec des Canadiens. Ce n'est pas en allant le chapeau à la main et en disant «C'est notre dû» qu'on obtiendra des concessions des Américains. En traitant avec eux, il faut parler d'hommes d'affaires à hommes d'affaires.

**M. Woolliams:** C'est bien ça!

**Des voix:** Bravo!

**M. Danforth:** Le gouvernement actuel parle de libéraliser les échanges commerciaux. Le ministre de l'Agriculture a déclaré que notre politique est orientée dans ce sens. Monsieur l'Orateur, en qualité d'opposition officielle, nous avons tant et plus cherché à convaincre le gouvernement que les États-Unis n'iront pas s'occuper du bien-être de notre industrie et de notre agriculture. C'est là notre responsabilité. Lorsque des importations détruisaient nos industries vitales, inquiets, nous nous sommes rendus aux États-Unis et leur avons dit: «Allons, cela n'est pas régulier.» Les États-Unis ont fait alors exactement ce qu'ils font à l'heure actuelle. Nous devrions apprendre que c'est ainsi que les pays mènent les affaires. Lorsqu'ils sont touchés, ils imposent des surtaxes et remédient à la situation. Qu'est-il arrivé lorsque nous avons été touchés par l'importation à bon marché de maïs

[M. Danforth.]

américain? Les producteurs américains savaient qu'ils avaient tort. Avons-nous attaché une surtaxe à leurs exportations au Canada? Monsieur l'Orateur, nous nous sommes rendus aux États-Unis et, en retour de leur permission d'établir une surtaxe temporaire d'une durée de 90 jours, nous avons sacrifié cinq concessions aux termes du GATT. Nous l'avons fait pour obtenir un répit de 90 jours. Quand le gouvernement du Canada agit de la sorte, comment pouvons-nous compter nous rendre là-bas et obtenir quelque chose en mendiant?

• (5.50 p.m.)

**M. Woolliams:** Ils ont l'air inquiet.

**M. Danforth:** Il est une autre chose dont les producteurs primaires de notre pays commencent certainement à avoir marre. C'est le gouvernement actuel non seulement s'est engagé de propos délibéré dans une politique qui prive les gens de leur travail pour freiner l'inflation, mais encore il se livre à une politique qui permet et encourage l'importation de denrées alimentaires semblables à celles que le Canada produit. Le gouvernement a encouragé l'importation de ces denrées alimentaires en provenance d'autres pays dans une tentative délibérée de forcer la baisse des prix parce que les prix des aliments sont l'un des principaux éléments qui agissent directement sur l'indice du coût de la vie. Après mûre réflexion, le gouvernement estimait qu'en faisant entrer au Canada des aliments à bon marché, mesure qui a paralysé plusieurs secteurs de l'agriculture canadienne, il pouvait résoudre le problème du coût élevé de la vie. Comment espérait-il rendre la vie à l'industrie après les dommages irréparables qu'elle avait subis, je n'en ai aucune idée. Cela n'est là qu'un autre exemple de la façon dont le gouvernement réagit devant une situation, et, monsieur l'Orateur, j'en suis inquiet. Après tout, ce gouvernement a fait appel au peuple en faisant état de politiques agricoles et en laissant entendre que, non seulement il connaissait les problèmes, mais en connaissait aussi les solutions. Les habitants de notre pays qui vivent de l'agriculture ont bientôt appris que les politiques du gouvernement ne sont que des expédients politiques.

**M. Woolliams:** Du pragmatisme.

**M. Danforth:** Et si l'industrie agricole de notre pays doit être sacrifiée ou détruite pour maintenir ce groupe au pouvoir, on n'hésitera aucunement à le faire. On parle de la politique de M. Nixon; cependant, depuis que ce groupe a pris le pouvoir, des unités agricoles économiquement viables ont fait faillite et ont été liquidées en nombre plus considérable que jamais dans l'histoire de notre pays.

**Une voix:** Telle est la générosité libérale.

**M. Danforth:** Je ne parle pas seulement des petites fermes familiales; il s'agit d'unités économiques dans lesquelles des centaines de milliers de dollars avaient été investis. Beaucoup sont dirigées par des hommes d'affaires qui, si on leur créait un climat économique convenable, pourraient assurer leur subsistance. Toutefois, sous le gouvernement actuel, un tel climat économique ne saurait exister.

On nous dit que nous sommes saisis d'une nouvelle mesure destinée à aider les Canadiens. Elle ne renferme aucune solution au problème actuel. C'est une autre